

Déclaration liminaire CSAL du 22 septembre 2025

Madame la Présidente,

Quel que soit le premier ministre, les sacrifices pour le monde du travail ça suffit !

Au revoir François Bayrou, bonjour Sébastien Lecornu : avant même les grèves, rassemblements, manifestations, actions de blocage et initiatives citoyennes multiples du 10 septembre, Emmanuel Macron n'aurait-il pas une attitude insultante ?

Une chose est sûre, le président de la République fait le choix de continuer une politique qui épargne les plus riches, les actionnaires et les entreprises pour assommer davantage les salariés, les retraités, les précaires, les services publics et leurs agents.

Nous ne supportons plus les habituelles culpabilisations et mensonges sur ce qu'est la dette publique et que notre système social en serait à l'origine. Rien ne justifie le coup de massue du projet de budget 2026 sur le monde du travail. Attaquez-vous plutôt au capital !

À la DGFIP, nous savons bien que de l'argent il y en a... dans les poches du patronat, des actionnaires et des gros patrimoines.

Ce qui fait cruellement défaut, c'est bien la justice fiscale et la hausse générale des salaires. Nos services sont à l'os et le dépeçage de notre administration se fait au détriment de nos missions, du public et des agents. Trop, c'est trop !

Il est urgent de répondre aux priorités de la population :

- Augmenter les salaires pour vivre dignement de son travail et abroger la réforme des retraites passée en force.
- Financer nos services publics notamment par une vraie justice fiscale avec la taxation des patrimoines, des dividendes et des rachats d'action, le rétablissement de l'ISF, une vraie progressivité de l'impôt sur le revenu.
- Arrêter les suppressions d'emplois dans la Fonction publique et embaucher par concours à la hauteur de nos missions.
- Stopper les licenciements pour protéger nos emplois et nos industries avec une transition environnementale.
- Protéger notre Sécurité sociale pour tous les aléas de la vie
- Arrêter les 211 milliards d'euros d'aides publiques annuelles aux entreprises, financer nos services publics sur tout le territoire et rendre à nouveau attractive la Fonction publique.

Le succès de la mobilisation du 18 septembre témoigne de l'importance de mettre en œuvre ces revendications ! Ainsi, l'ensemble des organisations syndicales se félicite du succès de cette journée de mobilisation interprofessionnelle et unitaire avec un million de manifestants et de grévistes dans toute la France. Cela confirme la colère et la détermination des salariés, privés d'emplois, jeunes et retraités : les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

Dans la Fonction Publique d'État, le taux d'agents en grève était de 12,7 %, ce qui est légèrement supérieur à celui des agents de la DGFIP qui comptait 12,5 % de grévistes.

Madame la Présidente, le taux de 16 % de grévistes à la DDFiP de la Somme étant supérieur à la moyenne nationale et le plus élevé des Hauts de France, celui-ci vous oblige et doit vous interpeller !

Les agents sont plus que jamais inquiets de leur changement de couverture sociale et de l'absence d'interlocuteurs présents sur place pour les renseigner : seuls des webinaires sont organisés : voilà ce que promet ALAN : du numérique, rien que du numérique !

La CGT Finances Publiques de la Somme tient à relayer l'inquiétude persistante des agents concernés par la suppression annoncée du PCE. Si des groupes de travail ont d'ores et déjà été programmés, les agents regrettent de devoir faire un choix dans les missions variées qu'ils exercent : s'oriente-t-on vers une industrialisation des tâches, mode de travail qui contribue à la perte de sens ? La CGT Finances Publiques de la Somme tient également à vous alerter sur le défaut d'attractivité du contrôle fiscal externe : quelles sont vos propositions pour rendre la mission attractive notamment pour les jeunes inspecteurs ? La CGT Finances Publiques vous délivre quelques suggestions : généralisation du statut d'inspecteur spécialisé aux brigades départementales de vérification hors RIF, prises en compte de leur statut de stagiaire dans leur contribution au programme de vérification.

Pour finir, figure à l'ordre du jour un bilan de la campagne d'impôt sur le revenu et des avis. D'ores et déjà, la CGT Finances Publiques de la Somme revendique une meilleure reconnaissance pour les agents des SIP venus en renfort des centres de contact : peut-on encore parler de renfort lorsque ceux qui apportent leurs soutiens donnent plus de 55 % des réponses apportées ?

La mobilisation contre le budget d'austérité a commencé à payer, elle a obligé le pouvoir à abandonner la suppression de deux jours fériés.

Attentive aux réponses qu'entend donner le nouveau premier ministre mercredi prochain, la CGT Finances Publiques continue en cette rentrée 2025 à exiger la satisfaction de l'ensemble de ses revendications.